



**Déclaration préalable de la CGT Éduc'Action Nantes
à la CAPA relative aux recours sur les Rendez-vous Carrières
des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré
du vendredi 14 mars 2025**

Cette CAPA se tient dans un contexte politique et social particulier que nous ne pouvons pas ignorer avec un gouvernement qui fait des choix budgétaires toujours au détriment des plus faibles et/ou de ses agent-es : suspension et arrêt du financement de la part commune du Pass culture sacrifiant la finalisation de projets culturels à destination des élèves, baisse de l'indemnisation des arrêts de maladie entérinée par l'adoption du projet de loi de finances 2025 le 17 février dernier détricotant un peu plus le programme du CNR et ce faisant, pénalisant toujours plus les agent-es publics, dont ceux de l'Éducation nationale. Ne nous étonnons pas dans ces conditions de la baisse du nombre de candidat-es aux concours. Le discours martial et la course à l'armement laisse présager des jours bien sombres et là-aussi, le gouvernement va faire les poches des travailleur-euses et attaquer encore plus le système sociale pour financer l'effort de guerre.

Cette CAPA se tient également dans un contexte de mise en œuvre du « parcours en Y », énième avatar de la réforme de la voie professionnelle pour lequel chaque établissement doit imaginer des scénarios possibles ; l'avancement des épreuves ponctuelles au mois de mai, quant à lui réduit encore un peu plus le temps de formation.

Cette réforme, entamée sans avoir fait le bilan de la précédente, que l'on sait par ailleurs catastrophique, n'a pour seule logique que l'économie et l'adéquation avec la politique du patronat.

Le métier d'enseignant comme celui d'agent-e de l'Éducation Nationale continue de souffrir d'un manque d'attractivité considérable que les réformes successives (voie professionnelle, collège, formation, lycées) ne font qu'aggraver : manque de sens au du métier, manque de considération pour des collègues qu'on fait mine de consulter alors que tout est déjà ficelé engendrant désillusion et écoëurement. Alors que la question salariale est centrale pour tou-tes les salarié-es qui font face à une flambée inflationniste, les pistes proposées par les ministres de l'Éducation nationale successifs se résument pour l'essentiel à l'éternel « travailler plus pour gagner plus », par des dispositifs peu efficaces tels le Pacte ou autres heures supplémentaires plus ou moins imposées. Or, toutes les enquêtes le montrent, les enseignants français sont déjà ceux qui travaillent le plus parmi les pays de l'OCDE, tout en étant parmi les plus mal payés.

Même la Gipa, qui permettait un très relatif rattrapage de la perte de pouvoir d'achat dans la fonction publique, semble être définitivement enterrée

Avec ces « propositions », les personnels du 2nd degré ne sont pas prêt-es de rattraper le niveau salarial de la plupart de leurs collègues en Europe.

Une réelle revalorisation salariale doit se faire sans contrepartie.

Pour faire le lien avec cette CAPA, l'avancement accéléré ou le changement de grade sont les seules possibilités d'avoir une augmentation indiciaire, cela représente donc un réel enjeu pour les enseignantes et enseignants.

Aussi, la CGT Educ'Action revendique :

- un système d'avancement d'échelon et de grade automatique pour toutes et tous avec une déconnexion totale de la rémunération avec l'évaluation, comme c'est le cas pour certains corps de ce ministère.
- l'intégration de la Hors Classe et de la classe exceptionnelle, grade qui sera accessible à seulement 10,5 % de l'effectif du corps (pour la campagne de cette année), dans une grille de la Fonction Publique revalorisée, afin que tous les personnels de l'Éducation Nationale puissent accéder à l'échelon terminal maximum en fin de carrière.

Dans l'attente, la CGT Educ'Action Nantes revendique l'établissement d'un barème national basé sur des critères objectifs de classement liés à l'ancienneté et non pas un choix discrétionnaire fait par la hiérarchie.

La CGT Educ'action est opposée à la "carrière au mérite", aux primes individualisées et à la multiplication des heures supplémentaires.

La CGT Educ'Action revendique une revalorisation, avec un dégel du point d'indice et un glissement de la grille indiciaire pour rattraper le décrochage des 20 dernières années. Dans l'immédiat, elle demande une augmentation de 400 euros, sans contrepartie.

Elle revendique un grade unique, avec avancement uniforme sans notion de mérite.

Nous demandons que tous les recours présentés aboutissent, reconnaissant ainsi la valeur professionnelle des collègues.

Nous rappelons notre attachement au paritarisme qui fait blocage aux favoritismes et passe-droits divers. C'est un acquis en matière de transparence et de traitement égalitaire des carrières des personnels.

Nous concluons par nos remerciements aux salarié-es du rectorat qui subissent également de plein fouet les restrictions budgétaires, la dégradation de leurs conditions de travail avec le dogme « faire toujours mieux et plus avec moins de moyens » et les injonctions verticales, des calendriers intenable sur le terrain impactent fortement le bien-être au travail et le sens du métier.

Les élu-es CAPA de la CGT Educ'Action Nantes